CONVENTION POUR LA REPRISE D’EQUIPEMENTS INFORMATIQUES DE organisme xxxxx

EN VUE D’UNE RE-COMMERCIALISATION AVEC OU SANS RECONDITIONNEMENT OU D’UNE MISE AU REBUT EN CENTRE AGREE POUR LES DEEE

**Prestataire**

**ENTRE :**

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Organisme xxxxxx

Adresse

Tél

Mail

**Directeur xxxxxxxxxxxx**.

**Correspondants locaux** :

Service des moyens généraux

**Ci-après denommée «organisme xxxxx»**

**ET :**

La société **Prestataire**, SAS au capital de xxxxxxx, dont le siège social se situe xxxxxxxxxxxxxx, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de xxxxx sous le numéro xxxxxxxxxxx,

Représentée par Monsieur xxxxxxxxxx, dûment habilité à l’effet des présentes,

**Ci après denommée « Prestataire XX»**

**ci-après dénommées collectivement « les Partenaires »**

Préambule :

**Renseignement concernant la convention :**

Reprise d’équipements informatiques et téléphoniques de ORGANISME XXXXX, en vue d’une re-commercialisation avec ou sans reconditionnement ou d’une mise au rebut par destruction dans un centre agrée DEEE.

**PRESTATAIRE XX** est spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets d’équipements électriques et électroniques et dispose à cet égard des moyens, tant matériels qu’humains, de l’expertise et l’expérience ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires relatives à l’activité de recyclage et de traitement de déchets d’équipements électriques et électroniques (ci-après les DEEE)**.**

C’est dans ce cadre que les Parties ont défini ce qui suit :

**ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Pour les besoins de compréhension de la présente convention, les définitions suivantes sont applicables :

* 1. « Les Parties » : désigne l’une et l’autre des Parties signataires de la présente convention à savoir, l’ORGANISME XXXXXet **PRESTATAIRE XX**,

1.2 « Déchets » : Désigne l’ensemble des déchets d’équipements électroniques et électriques (noté DEEE) de la présente convention,

**ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Parties s’associent pour collecter, reconditionner et traiter les équipements pris en charge sur les sites de l’ORGANISME XXXXX et les traiter sur notre centre PRESTATAIRE XX à xxxxxxxxxxxxx. **Ces prestations ne donneront lieu à aucune rémunération de la part de l’ORGANISME XXXXX.**

**ARTICLE 3 – SITE D’ACCUEIL**

A RENSEIGNER PAR L’ORGANISME XXXXX

**ARTICLE 4 – Collecte et sécurisation des produits**

##### **Article 4-1 Collecte des Déee**

**PRESTATAIRE XX** collecte les DEEE conditionnés sur palettes filmées et identifiées par site de collecte. Les équipements seront sécurisés dans le véhicule une fois chargés grâce à un scellé de sécurité numéroté garantissant la plus stricte confidentialité des produits pris en charge du point de collecte au point de traitement.

**Modèle de scellé proposé**

**Article 4-2 Réception Des DEEE et AUDIT DES APPAREILS**

A réception sur site de traitement, les équipements seront déchargés après levée de scellé.

Une photo sera prise au moment du déchargement faisant apparaître la date et l’heure de réception sur site.

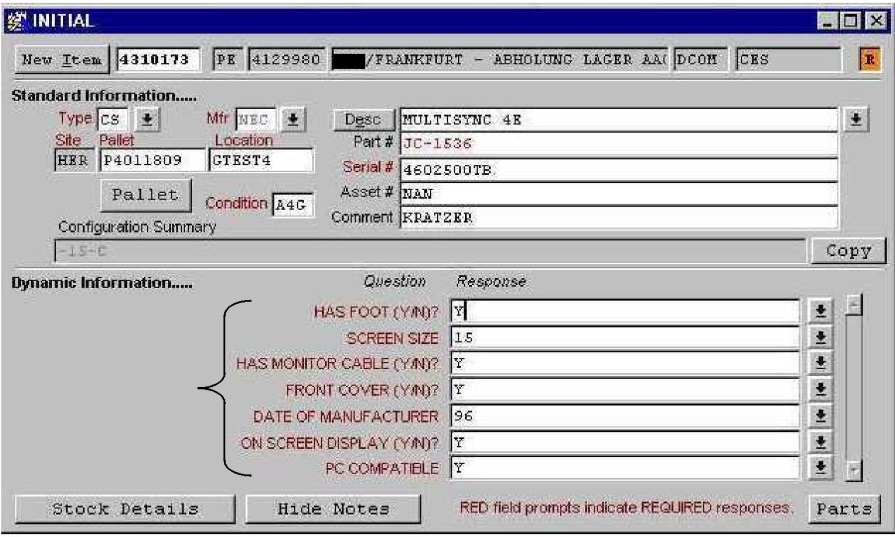
* Audit des appareils :

**Voir liste des équipements en annexe 1**

Chaque équipement est muni d’un code barre d’identification unique permettant une traçabilité complète de chaque appareil.

Tous les produits entrants sur notre plateforme et qui subissent un audit sont enregistrés dans notre base de données « xxxxx ».

Tous les éléments indispensables à la description précise de chaque appareil sont enregistrés informatiquement (N°de série, marque, modèle, configuration...).



**Exemples d'audits des appareils**

* Moniteurs (cathodiques, écrans plats) :

Inspection de l'état du moniteur



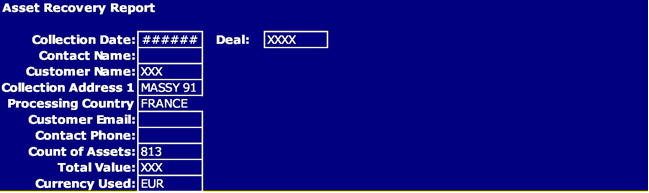
Vérification par le biais d’une mire de test de l’état de la dalle : pixel hors services, tâche de pression sur le LCD, rayure(s)...

* Imprimantes (Laser, jet d’encre...) :



Vérification de l'état de fonctionnement, impression d’une page de test afin de vérifier les éventuels problèmes liés à l’impression (bourrage papier, tambour hors service, touches menu non fonctionnelles...).

Edition du rapport d’audit après test complet :



Le rapport d’audit détaille le type de matériel, la configuration, l’état de l’équipement (fonctionnel et visuel), le numéro de série constructeur, le numéro interne du client et indique le traitement des équipements (Revente ou Recyclage).

Celui-ci vous sera envoyé par mail dès que la totalité des matériels seront audités et enregistrés.

DESTRUCTION DE TOUTES LES DONNEES DU DISQUE DUR :

Afin de se conformer aux exigences de sécurité de nos clients et de la règlementation en vigueur, nous utilisons le logiciel de DISK WIPING « BLANCCO » afin de procéder à la réécriture puis à l’écrasement de la totalité du disque dur avec des données sans valeur (zéro binaires ou équivalent).

Dans le cadre de notre convention, conformément à vos exigences, **nous nous engageons à un effacement de 7 passages rendant impossible toute récupération des données « UTILISATEUR ».**

Concernant les disques durs n’ayant pas répondu aux tests de bon fonctionnement, ils seront démontés, dégaussés grâce à un champ magnétique de 6600 Gauss, il lui faut 5 secondes par disque. Après cette première phase, ils seront détruits physiquement par broyage dans nos installations agréées.

Les équipements hors d’usage ou sans valeur résiduelle seront traités conformément à la réglementation en vigueur sur les DEEE dans nos installations.

Après chaque opération, nous vous communiquerons les documents administratifs liés aux différentes étapes, c’est-à-dire :

* Rapport d’audit
* Certificat de destruction
* BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) document CERFA
* Bon d’enlèvement et scellé

Chaque Partenaire est tenu de prendre toutes les mesures qui s’avèrent nécessaires (Audits) à la bonne exécution du partenariat et des opérations qui lui sont attribuées dans le cadre de la présente Convention.

# ARTICLE 5 – ASSURANCES

Chaque Partenaire est tenu de couvrir sa responsabilité civile professionnelle pour les dommages qu’il peut causer, à l’occasion de l’exécution de la présente Convention.

# ARTICLE 6 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention prendra effet à compter de la date de sa signature pour une durée de trois ans.

La présente convention se renouvellera par tacite reconduction sauf dénonciation expresse par l’un des Partenaires par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au plus tard trois mois avant l’échéance de ladite Convention.

**ARTICLE 7 – RESILIATION**

En cas de faute grave de l’un ou l’autre des Partenaires (par exemple défaut d’autorisation administrative, absence de documents administratifs suite a effacement de données des disques durs ou non-respect des normes environnementales), la Convention pourra être résiliée un mois après la mise en demeure d’y remédier effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse à l’issue de ce délai.

De convention expresse, la faute grave est définie comme la violation de l’une des obligations essentielles de la Convention, ou encore d’un comportement prolongé contraire aux obligations découlant des présentes et à l’esprit de partenariat qui a présidé à son élaboration.

#### ARTICLE 8 – INTERLOCUTEUR DE L’ORGANISME XXXXX

**Pour la bonne exécution des présentes,** les Partenaires conviennent de proposer à l’ORGANISME XXXXX, un interlocuteur unique afin de centraliser l’ensemble des demandes et s’assurera du bon déroulement des opérations.

**Contact Commercial :**

Nom

Fonction

Mob : xxxxxxxxxx

Mail : cxxxxxxxxxxxxxxxx

# ARTICLE 9 – EXCLUSIVITÉ

Les Partenaires s’obligent, pendant toute la durée de la présente Convention, à n’effectuer, directement ou indirectement, au profit d’autres sociétés, organismes ou personnes exerçant une activité concurrente à PRESTATAIRE XX, aucun travail ou partenariat similaire.

Conformément au paragraphe 2 du chapitre 2 de l’article L541-1 du code de l’environnement, Prestataire XX SAS met en œuvre la hiérarchie des modes de traitement des déchets tels que définis dans cet article.

Conformément à l’article 1 alinéa 3 de l’arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, Prestataire XX SAS réalisera les déclarations nécessaires auprès des éco-organismes et/ou auprès des systèmes individuels concernés pour permettre l’enregistrement au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement des flux de D3E confiés à Prestataire XX SAS.

# ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Chacun des Partenaires s'engage à maintenir strictement confidentielles, à ne pas publier et ne pas divulguer à un tiers, sous forme écrite ou orale, pour quelque raison que ce soit, et à ne pas utiliser, à d'autres fins que l'exécution de la présente Convention, les informations de quelques natures qu'elles soient, que l’autre Partenaire serait amené à communiquer dans le cadre de la présente Convention.

# ARTICLE 11 - ADAPTATION

Toute modification à la présente Convention ne pourra être prise en compte qu’après la signature d’un avenant par les Partenaires. Cet avenant devra déterminer notamment les modifications apportées à la Convention.

# ARTICLE 12 — RÈGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de différend sur l’interprétation ou l’exécution du présent contrat que les Parties n’auraient pu résoudre à l’amiable, celles-ci décident d’attribuer compétence aux juridictions de xxxxxxxxxxx

**Article 13 – CONSTITUANTS DE LA CONVENTION**

La présente Convention représente l’ensemble de l’engagement des Partenaires et est constituée de l’ensemble suivant :

* préambule,
* articles 1 à 13,
* annexe n°1, Définition des équipements
* annexe n°2, Procédure collecte sécurisée

Les annexes ont la même valeur juridique que les articles du contrat toutefois en cas de contradiction entre eux, les articles du contrat prévaudront sur les annexes.

Fait à (En deux exemplaires originaux)

Pour l’ORGANISME XXXXX Pour PRESTATAIRE XX

Nom et Fonction Nom et Fonction

**Annexe 1**

**Définition des equipements**

|  |
| --- |
| **Équipements informatiques et de télécommunications** |
| Unités centrales |
| PC PORTABLES |
| Equipements d’impression |
| Tablettes électroniques |
| Télécopieurs |
| Terminaux et systèmes pour les utilisateurs |
| Autres produits ou équipements pour transmettre des sons, des images ou d'autres informations par télécommunication |
| Ecrans plats |
| Ecrans tubes cathodiques |

**Annexe n°2**

PROCEDURE DE COLLECTE DES EQUIPEMENTS

